



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

SERVICE DU PILOTAGE ET DE LA MUTUALISATION
INTERMINISTERIELS

« POLE AMENAGEMENT DURABLE »

ARRETE

**portant approbation du plan de prévention des risques technologiques
de la société « GACHES CHIMIE » sur le territoire de la commune
d'ESCALQUENS, en Haute-Garonne**

**LE PREFET DE LA REGION MIDI-PYRENEES,
PREFET DE LA HAUTE-GARONNE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 515-15 à L 515-25 et R515-39 à R.515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 211-1, L 230-1 et L 300-2 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L15-6 à L15-8 ;

Vu les articles R.511-9 et R.511-10 du code de l'environnement portant nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°27 du 12 mars 2004 autorisant la société GACHES CHIMIE à exploiter ses installations de stockage, formulation et conditionnement de produits chimiques sises avenue de la gare à ESCALQUENS, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 avril 2007 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 modifié le 12 janvier 2007 et le 23 juillet 2009 portant création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) autour des établissements GACHES CHIMIE et TOTAL RAFFINAGE MARKETING à ESCALQUENS, BELBERAUD et POMPERTUZAT ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 16 du 10 mars 2008 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques autour de la société GACHES CHIMIE sur le territoire de la commune d'ESCALQUENS, prorogé par arrêtés du 31 août 2009 et du 7 septembre 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 mars 2010 prescrivant une enquête publique du 6 avril au 7 mai 2010 sur le projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques de la société GACHES CHIMIE sur le territoire de la commune d'ESCALQUENS ;

Vu la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

Vu la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;

Vu la circulaire ministérielle du 26 avril 2005 relative aux comités locaux d'information et de concertation ;

Vu l'étude de dangers daté de mai 2007 réalisée par la société GACHES CHIMIE, remplacée par une version consolidée en octobre 2008 pour intégrer les compléments demandés et les remarques de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du conseil municipal de la commune d'Escalquens en date du 26 février 2008 relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation autour du projet de PPRT ;

Vu les avis émis par les personnes et organismes associés consultés du 13 novembre 2009 au 13 janvier 2010 sur le projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques de la société GACHES CHIMIE avant enquête publique ;

Vu l'avis favorable du CLIC Escalquens en date du 1^{er} décembre 2009 sur le projet de PPRT avant enquête publique ;

Vu le rapport établi par le Commissaire Enquêteur et ses conclusions favorables au projet en date du 10 août 2010 ;

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Midi-Pyrénées et de la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne en date du 19 octobre 2010 ;

Vu les pièces du dossier ;

Considérant que la société GACHES CHIMIE à ESCALQUENS appartient à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du Code de l'environnement ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers de la société GACHES CHIMIE à ESCALQUENS et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

Considérant que les mesures définies dans le Plan de Prévention des Risques Technologiques résultent d'un processus d'analyse, d'échange et de concertation ;

Considérant que les mesures définies dans le Plan de Prévention des Risques Technologiques permettent de limiter l'exposition des populations aux effets des phénomènes dangereux identifiés dans les études de dangers susvisées ;

Considérant que les documents du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site GACHES CHIMIE (note de présentation, règlement, recommandations et document graphique) ont été complétés lorsque nécessaire afin de tenir compte des remarques émises par les personnes et organismes associés ainsi que celles émises au cours de l'enquête publique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Garonne,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{er} :

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de la société GACHES CHIMIE à ESCALQUENS, annexé au présent arrêté est approuvé.

ARTICLE 2 :

Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L. 126-1 du Code de l'urbanisme et devra être annexé au plan local d'urbanisme de la commune d'ESCALQUENS, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté par le biais d'un arrêté de mise à jour de ce document d'urbanisme.

ARTICLE 3 :

Les mesures de protection des populations face aux risques encourus, prescrites par le plan de prévention des risques technologiques, devront être mises en œuvre dans un délai de 5 ans à compter de la date d'effet du présent arrêté sauf délais spécifiques mentionnés dans le règlement.

ARTICLE 4 :

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques ;
- des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
- les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnés au I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement.
- les recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L. 515-16 du code de l'environnement.

Le dossier est tenu à la disposition du public à la Préfecture de la Haute-Garonne ainsi qu'à la mairie d'Escalquens, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté est adressé aux personnes et organismes associés définis dans l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°16 du 10 mars 2008 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques autour de la société GACHES CHIMIE sur le territoire de la commune d'Escalquens.

Il doit être affiché pendant un mois à la mairie d'ESCALQUENS, ainsi qu'au siège des établissements publics de coopération intercommunale concernés en tout ou partie par le PPRT.

Mention de cet affichage est insérée, par les soins du Préfet, dans deux journaux diffusés dans le département.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Haute-Garonne, soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse soit :

- directement, en l'absence de recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative
- à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région de Midi-Pyrénées, le Directeur Départemental des Territoires de la Haute-Garonne, le maire d'ESCALQUENS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Toulouse, le

29 OCT. 2010



Dominique BUR